Les expédients économiques

Avant de jeter un coup d'oeil sur les divers expédients économiques par lesquels on cherche aujourd'hui à améliorer partiellement la situation des travailleurs, il sera bon de retourner à leur origine – les commencements de ce siècle. Cela nous permettra de mieux comprendre leur portée.
Lorsque les communistes de la première moitié de ce siècle – Fourier, Saint-Simon, Robert Owen – lancèrent dans le monde leurs grandes conceptions, ils croyaient que la justesse même de leurs idées et leur grandeur suffiraient pour convertir l'humanité. Capitalistes et ouvriers comprendraient les avantages du communisme, deviendraient communistes et réorganiseraient la société selon les nouveaux principes.

C'était alors, on le sait, l'époque de l'exploitation effrénée, éhontée du travail. Hommes, femmes et enfants, chassés du village par la loi et l'impôt, parqués dans les grandes villes, étaient livrés à la merci des exploiteurs. La bourgeoisie, victorieuse sur toute la ligne après la grande révolution, tenait en ses mains le pouvoir politique en plus du capital. Se couvrant de grands mots sur la liberté du travail, elle forçait le travailleur à accepter les conditions dictées par l'avidité du capitaliste – sous peine d'emprisonnement pour vagabondage; toute tentative de coalition ouvrière était punie avec sauvagerie; le patron était devenu, au vrai sens du mot, le seigneur féodal de «ses» ouvriers et ouvrières. Et le travailleur, retombé dans la turpitude, s'engouffrait de plus en plus dans un servage intellectuel et religieux, n'osant plus se révolter.

– 0 –

Souffler la révolte dans les cœurs, contre les deux alliés, le capital et l'État, eût été à cette époque le seul moyen pratique de marcher vers la réalisation des grandes idées énoncées par les communistes d'alors. Seuls les actes de

révolte pouvaient préparer l'affranchissement des masses.

La révolte double, bien entendu, car, contrairement à l'interprétation fausse de l'histoire, en vogue aujourd'hui, ce n'est pas au seizième siècle seulement, pour «l'accumulation primitive du capital», que l'État prêta main-forte au capitaliste. C'est bel et bien au dix-neuvième siècle – et jusqu'à nos jours encore – que l'État, armé de toute sa puissante machine, aida le capital à se constituer, lui jeta en proie les populations et, par une série de mesures légales, qui commencent à l'Assemblée nationale et se continuent à travers tous les parlements jusqu'à nos jours, constitua *par la loi* la puissance formidable du capital que le peuple cherche aujourd'hui à renverser.

– 0 –

Mais, pour maintes raisons qu'il sera bon de rappeler, les communistes du commencement de ce siècle marchèrent dans une voie tout à fait différente.

Les actes de la grande Révolution qui eurent le plus grand retentissement furent ses actes politiques. Il est vrai que le paysan s'était affranchi du régime féodal et qu'il avait repris une part des terres aux seigneurs. Mais il l'avait fait sans paroles; si bien qu'aujourd'hui seulement l'historien découvre l'immensité de la révolution agraire accomplie par les jacqueries paysannes, en dépit de l'Assemblée nationale, des orateurs de la Convention qui cherchaient à arrêter la marche victorieuse des jacqueries par la répression. Dans les grandes assemblées de la Révolution, la parole fut toujours au politicien. Et, sous le couvert des grandes paroles, le politicien bourgeois avait forgé les chaînes qui tiennent encore les travailleurs des deux mondes asservis sous le joug du capital.

Vivant des souvenirs de la grande Révolution, les révolutionnaires de la France et de l'Angleterre des années

vingt et trente rêvaient encore le retour aux formes politiques de la première République jacobine, comme le grand but à viser dans le développement du siècle. La liberté politique et l'égalité politique devaient être le grand remède à tous les maux.

Il fallait évidemment réagir contre cette tendance. Il fallait, avant tout, faire renaître dans la société l'idéal *communiste*, égaré, oublié dans les luttes politiques. Il fallait mettre l'idéal d'une égalité *économique* sous les yeux de tout le monde, montrer qu'avec les formes républicaines les plus avancées, l'esclave de la terre et de l'usine resterait toujours esclave, à moins d'abolir la propriété privée du sol et des instruments du travail.

De là cette tendance des premiers communistes – tendance qui se retrouve encore jusqu'à présent – à s'appesantir exclusivement sur la servitude économique et à n'attacher qu'une importance tout à fait secondaire aux formes politiques de la vie populaire. – «Les conditions économiques font tout. Celui qui est serf du sol ou de la machine ne peut pas être un citoyen libre. Et tant que l'esclavage économique durera, il ne pourra y avoir de liberté politique.»

Idée parfaitement juste. Idée qu'il fallait d'autant plus propager à cette époque, que l'initiative des mouvements progressifs venait alors de la bourgeoisie, et que la masse ouvrière et paysanne, assujettie à des douze et quinze heures de travail et plongée dans la misère, lisait peu ou point, osait à peine réfléchir sur l'ensemble de la société et se laissait mener par les bourgeois révoltés; et que ceux-ci, de par toute leur instruction, étaient enclins à négliger les questions économiques et ne rêver que liberté de la presse, des meetings et des coalitions, – le «régime démocratique», en un mot, comme remède à toutes les souffrances.

En cela, les premiers communistes de notre siècle ont rendu un service immense à la cause de la civilisation. À eux, nous

devons toute cette génération de socialistes d'avant 1848, avec leurs descendants – Proudhon, Marx, Bakounine, – qui mirent en relief la question sociale, économique, et lancèrent cette idée, formulée tant de fois avant 1848 et reprise plus tard dans l'Internationale: l'idée de la lutte économique, de l'affranchissement économique, placés au-dessus des luttes politiques.

– 0 –

Mais pour contenir toute la vérité, au lieu d'un côté seulement de la vérité, il fallait cependant placer à côté de cette formule son complément nécessaire. Et c'est ce qui ne fut pas fait alors.

Sans doute, les conditions économiques font l'esclavage. Sans doute, le serf du sol ou de la machine ne sera jamais un citoyen libre. Sans doute, l'esclavage politique durera tant que l'esclavage économique existera.

Mais de ces deux formes de sujétion, économique et politique, aucune ne peut être considérée comme mère de l'autre. Les deux marchent la main dans la main, et l'une engendre l'autre à tour de rôle. Dans la tribu primitive et même dans la communauté villageoise qui lui succède dans l'histoire, tel individu peut s'appauvrir à la suite d'accidents. Mais la tribu et la communauté ont toute une série d'arrangements pour obvier à cet inconvénient et rétablir l'égalité. Ce n'est que lorsque les premiers germes de l'État apparaissent dans la tribu ou la communauté, qu'il surgit un organisme de coutumes, et plus tard de lois, pour *maintenir l'inégalité*, pour rendre la pauvreté ainsi que la richesse permanentes et exploiter celle-là au profit de celle-ci.

Et, à mesure que l'État se développe et grandit, il développe tout un rouage immense pour maintenir et exagérer les inégalités de fortunes et, partant, la domination économique du riche sur le pauvre.

Le servage en fut une des formes dans l'histoire. Mais, cette forme disparue, d'autres formes nouvelles de la même domination se sont élaborées dans l'État et par l'État, et elles atteignent aujourd'hui leur développement le plus scandaleux dans les républiques américaines, où les fortunes milliardaires se forment de nos jours avec l'aide et par l'instrument de l'État, et toute tentative de révolte du pauvre est réprimée avec la même fureur que la révolte du prolétariat parisien fut réprimée pendant la semaine sanglante de mai 1871.

À la formule concernant la sujétion économique il fallait donc ajouter dès lors cette autre formule:

«L'État étant la forme politique au moyen de laquelle la sujétion économique s'établit et se perpétue, l'affranchissement économique n'est pas possible sans une démolition parallèle du mécanisme gouvernemental par lequel la sujétion économique se perpétuera, tant que l'État existera.»

— 0 —

Ce double caractère de la «loi du progrès», si on veut l'appeler ainsi, se retrouve dans une foule d'autres faits humains et organiques en général.

Ainsi, sans nous attarder à des exemples pris de la biologie, il est vrai que tant que l'homme restera dans la misère, il ne s'affranchira pas non plus de la servitude religieuse et intellectuelle – cléricale et universitaire. Mais il serait absolument faux d'en conclure que l'affranchissement de la servitude religieuse et intellectuelle se fera de soi-même dès que l'homme s'affranchira de la misère. Au contraire, puisque diverses nations marchent d'un pas inégal vers le bien-être, on peut citer ce fait que la conquête du bien-être en Amérique et en Angleterre marche de pair avec l'accroissement de la servitude intellectuelle, dans les deux domaines de la superstition et de la servitude devant l'autorité

scientifique.

Et puisque ces deux servitudes forcément ramènent la servitude politique et économique, on est forcé de reconnaître que si la servitude religieuse et intellectuelle ne disparaîtra pas tant que les servitudes économiques et politiques dureront, ces deux ne disparaîtront pas à leur tour tant que le cerveau humain restera plongé dans la soumission à l'autorité religieuse et intellectuelle. L'homme qui jure par la Bible, ou par tel autre livre, restera toujours esclave et dominateur dans sa nature et reconstruira peu à peu toutes les servitudes – si jamais il réussissait à en faire disparaître quelques-unes.

– 0 –

Il revient à Proudhon d'avoir conçu ce double ou plutôt ce triple caractère de la loi du progrès. Si, comme tant d'autres, il a payé un lourd tribut au vague du jargon de la métaphysique allemande, il a compris néanmoins, et l'a dit en paroles bien nettes, que la formule du progrès était, pour ainsi dire, bilatérale, et que si l'on veut l'affranchissement économique, il faut vouloir aussi l'affranchissement de l'organisation politique – l'abolition de l'État.

Pour quiconque sait penser, il a prouvé que, sous peine de faire une œuvre avortée, il est impossible de faire désormais l'histoire du *Capital*, sans faire en même temps l'histoire de l'*Autorité*: que, depuis les débuts de l'humanité jusqu'à nos jours, les deux – *Capital et Autorité* – sont les deux formes par lesquelles les minorités ont toujours travaillé, et travaillent encore à établir et à maintenir *la Domination*.

– 0 –

Il faut dire que les premiers communistes l'avaient tous plus ou moins deviné. Mais, guidés par les besoins du moment

(nécessité d'attirer l'attention publique sur les questions économiques), placés en face d'ennemis puissants et n'osant s'attaquer à eux, anxieux de faire quelques tentatives de réalisation pratique de leurs idées dans la société telle quelle, et, enfin, tous imbus de l'idée chrétienne de réformer les caractères avant de réformer les institutions, ils prirent une autre direction.

Exagérant les nécessités du moment, pour mieux faire valoir leurs idées économiques, ils se séparèrent des révolutionnaires qui cherchaient à renverser la domination politique de la bourgeoisie. Et ils finirent par s'accommoder de n'importe quel gouvernement, par demander même des secours aux potentats, afin de mettre en pratique leurs idées. Direction qui continue jusqu'à présent et qui pousse une partie des socialistes à ne tenir aucun compte de la propagande anti-étatiste – jusqu'à la voir avec haine – et de prêcher que les réactionnaires, champions d'un gouvernement fort, sont leurs alliés plutôt que ceux des radicaux qui haïssent l'État.

D'autre part, dans leurs plans de reconstruction de la société, les premiers communistes basèrent leurs calculs sur la constitution d'une formidable autorité, – tradition qui se maintient encore jusqu'à nos jours chez les socialistes autoritaires.

Et enfin, ils ont donné une quantité de leur énergie à des institutions de communisme partiel qui devaient aider à régénérer la société puisqu'il prouverait jusqu'à l'évidence que le communisme répond mieux aux intérêts de tout le monde que l'individualisme actuel.

Et tandis que les masses ouvrières faisaient leurs sociétés secrètes pour la guerre contre le capital, il se fondait sous l'influence des communistes toute une série d'institutions, telles que les communes en Amérique, les coopérations de distribution et de production, les cités ouvrières, etc., qui

devaient servir à prouver la possibilité du communisme. Nous examinerons ces tentatives dans un prochain article, pour voir le parti que la révolution pourrait un jour en tirer.

Kropotkine